

Des contours à géométrie variable

Heureux celui qui pourra un jour faire admettre une définition unique du « Moyen-Orient ». Entre ceux qui en ont une acception restreinte (le Levant) ou élargie (du Maroc au Pakistan), le débat est loin d'être clos. C'est que le concept ne fait guère l'unanimité et toute définition qui en est donnée ne pourra qu'être arbitraire, celle qui est adoptée ici (la plus large) autant que toutes les autres. D'aucuns ne veulent pas y voir figurer l'Afrique du Nord, d'autres y introduisent, à présent qu'elles sont émancipées, les républiques du Caucase et de l'Asie centrale. D'autres, enfin, récusent un terme qui indique que les Orientaux seraient « proches », « moyens » ou « extrêmes » en fonction de leur éloignement géographique d'un centre hypothétique qui serait l'Europe. On lui préférera alors des termes comme Monde arabe ou Monde islamique (à ne point confondre non plus), définitions tirées plus de la culture ou de la religion dominante que d'une vision occidentale du monde.

Cette question est loin d'être une interrogation scolastique, surtout en ce moment où la fin de la guerre froide conduit à un mouvement complexe de décloisonnement/reformation des ensembles régionaux. Parler par exemple de sécurité régionale, c'est définir une menace et, partant, localiser sa source supposée dans l'espace ; définir un rapport de forces, c'est déterminer les acteurs, gouvernementaux ou non, qui doivent être inclus dans son équation. Or le Moyen-Orient est une zone dont il est pratiquement impossible de dessiner les frontières et donc de déterminer les acteurs qu'il faut prendre en considération lorsqu'il faut y repérer des équilibres de sécurité ou des causes d'insécurité. Ces questions suscitent des réponses très variables d'un dirigeant à l'autre, d'un analyste à l'autre, couvrant la région d'un brouillard géo-épistémologique. Le plus sage est sans doute de considérer le Moyen-Orient, autant sinon plus que l'Europe, comme une zone à géométrie variable.

Si le Moyen-Orient a été si rapidement affecté par la fin de la guerre froide, c'est qu'il y avait largement contribué. En effet, dans les années qui précédèrent l'écroulement de l'U.R.S.S., et alors que cette dernière marquait encore des points importants un peu partout dans le monde, le Moyen-Orient annonçait et accélérât l'effondrement de l'influence mondiale de Moscou. Par l'appui multiforme accordé par plus d'un pays musulman aux moudjahidin afghans, la puissance militaire soviétique devait connaître son premier revers de taille depuis 1945. La rupture, à propos de cette même affaire afghane, de la majorité automatique soviéto-tiers-mondiste à l'O.N.U. en était un signe supplémentaire. Et alors que Moscou s'affirmait encore sur les plans militaire ou diplomatique au Vietnam, en Afrique noire, voire en Amérique centrale, les États-Unis se démarquaient comme maîtres du jeu diplomatique dans le conflit israélo-arabe, réussissant plusieurs accords de désengagement en 1973-1975 et les accords de Camp David (1978) sans en référer à l'U.R.S.S.

Plus profondément, la montée des courants islamistes rejetait progressivement les idées marxistes et gauchistes peu ou prou inspirées et manipulées par Moscou sur l'arrière de la scène idéologique.

Il convient donc de ne pas envisager le système international comme un chemin à voie unique, où le global affecterait le régional, mais non l'inverse.

Résolution et réinvention des conflits

La fin de la guerre froide a eu des effets contrastés sur les conflits qui infestent cette région, suscitant l'éruption des uns, accélérant la résolution de certains autres et altérant profondément la nature de la plupart d'entre eux. Le Moyen-Orient était marqué par la multiplication endémique et le caractère particulier des guerres civiles et régionales, avec une interpénétration de plus en plus frappante du civil et du régional, d'autant plus que l'État était faible et ses frontières largement formelles. Ces conflits n'étaient pas de nature fondamentalement territoriale, même si les parties ont eu tendance à traduire leurs revendications, leurs ambitions, leurs récriminations en termes territoriaux : le conflit algéro-marocain a été présenté comme portant sur l'avenir du Sahara occidental ; celui qui opposait le Tchad à la Libye, comme suscité par la souveraineté sur la bande d'Aouzou ; celui qui est en cours entre l'Égypte et le Soudan se cristallise sur la région contestée de Halayeb. Entre le Yémen et l'Arabie Saoudite, la délimitation des frontières pose problème, de même qu'entre les six pétromonarchies du Golfe. La guerre irako-iranienne a eu pour enjeu le contrôle de l'estuaire du Chatt al-Arab alors que celle du Koweït tournait autour d'un territoire national revendiqué par l'Irak et libéré par la coalition internationale. Plus que toute autre, la question des territoires arabes occupés en 1967 est au centre du conflit israélo-arabe.

En réalité, le conflit territorial est plus un abcès de fixation, un point de cristallisation pour une conflictualité plus immatérielle et qui n'ose avancer à visage découvert. À qui Le Caire et Khartoum pourraient-ils faire croire que c'est bien la zone de Halayeb qui est à l'origine de leur discord ? Quel enjeu territorial pourrait expliquer une tension aussi aiguë que permanente entre l'Irak et la Syrie pourtant également gouvernés au nom du parti Baath ? Qui donc Arabes et Israéliens pourraient-ils convaincre que leur conflit est primordialement territorial ? Force est de constater que ces adversaires parlent en termes territoriaux pour se faire comprendre du monde parce que l'enjeu territorial paraît rationnel, ou du moins concret, et de toute manière délimitable. Mais, trop souvent, le conflit à propos d'un bourg, d'une bande, d'un col n'est que le reflet localisé d'une conflictualité politique, tribale, voire religieuse, qui ne ferait pas sens dans le monde d'aujourd'hui et que la guerre froide, en entraînant dans sa chute les grands clivages idéologiques à prétention universelle, n'a fait qu'exacerber.

Il est donc toujours hasardeux de faire des compromis territoriaux les garants d'une paix durable, même s'ils permettent d'apaiser les tensions, de rétablir la confiance et de susciter un esprit de tolérance mutuelle. On ne peut imaginer par exemple comment des progrès pourraient être accomplis dans la solution du conflit israëlo-arabe si Israël ne rendait pas véritablement les territoires occupés en 1967 et singulièrement la Cisjordanie et la bande de Gaza. Mais la paix froide qui s'est établie entre l'Égypte et Israël est restée froide en dépit de la restitution à l'Égypte de la totalité du Sinaï, la zone de Taba incluse. Pour Le Caire, en effet, une paix durable ne pouvait pas aboutir à une normalisation avec Israël tant que ce dernier maintenait son hostilité au principe même de l'auto-détermination des Palestiniens.

Le citoyen de chacun de ces États se contente rarement de son identité étatique. Un éminent ministre européen des Affaires étrangères exprimait sa surprise de voir que les Maghrébins pouvaient être si bruyamment émus par la guerre du Golfe. « Quatre mille kilomètres les en séparent », se plaisait-il à observer. Oui, mais d'autres facteurs d'histoire commune, de langue, de religion les en rapprochent encore plus clairement. La conflictualité moyen-orientale se nourrit donc non seulement de menaces diffuses, mais aussi de solidarités souterraines qui, manipulables par tel ou tel régime, existent d'abord dans la culture politique. Avant même que nassérisme et baathisme ne fassent du panarabisme une espèce de religion d'État, des générations de jeunes écoliers avaient chanté que leur patrie s'étendait « de Bagdad à Tétouan ». Et si un ministre khomeyniste avait cru pouvoir affirmer que « l'islam ne connaissait pas de frontières », c'est qu'à raison il pouvait penser que certains de ses auditeurs partageaient ses vues.

Après des décennies où la souveraineté étatique semblait aller de soi, un nouveau droit international post-guerre froide est en formation, qui, au nom de missions humanitaires, de la défense des droits de l'homme et de ceux des minorités ou du principe de l'urgence, est en train de miner la souveraineté des États. On n'aurait qu'à s'en féliciter s'il n'était accompagné d'une érosion du pouvoir de l'État à l'intérieur des frontières. L'État social des décennies passées ploie à présent sous le poids d'une démographie lourde, d'une urbanisation cahotique et d'une mauvaise gestion économique, dans certains cas irrémédiable. C'est donc à des États aux pieds d'argile que ce nouveau droit international de l'ingérence est en train de s'attaquer.

Ces ingérences donnent naissance à une nouvelle conflictualité. Face à elles, les pays de la région connaissent une véritable résurgence d'un discours populiste et xénophobe, assez souvent empreint de considérations religieuses. En fait, la donne nouvelle est assez paradoxale, comme si la fin de la guerre froide et le développement de l'interventionnisme occidental multiforme avaient pour effet d'introduire un clivage nouveau entre des parties qui appellent à plus d'interventionnisme et d'autres qui s'accrochent aux concepts classiques de la souveraineté. Les alliances et les organisations régionales (comme la Ligue arabe) perdent de leur influence ; l'idéal, hier encore sacré, du non-alignement s'émousse ; le clivage socio-économique Nord-Sud et celui, plus culturel, entre Orient et Occident sont contestés. Et, à la suite de cet écroulement, moins spectaculaire mais non moins réel que celui qui s'est passé en Europe orientale, pays arabes et islamiques sont de plus en plus divisés entre ceux qui appellent l'Occident à la rescousse face à un dictateur sanguinaire, à un voisin indélicat, à une révolution qui se propose d'exporter ses clichés, et d'autres qui dénoncent tout cela au nom de l'indépendance nationale, de l'anti-impérialisme ou, plus communément, de l'islam.

Un silence troublant, entrecoupé de nouveaux rappels

à la fermeté, a ainsi entouré le cas de l'Irak, placé sous une tutelle de fait de l'Occident, et des États-Unis en particulier. L'acharnement contre ce pays, certes coupable d'avoir envahi son voisin, est de nature à aggraver le sentiment d'injustice qui traverse la région. Non que Saddam Hussein soit particulièrement charismatique, non que l'invasion du Koweït ait été unanimement appuyée par les Arabes. Mais le contraste reste trop fort entre un acharnement opiniâtre, rendu possible par la disparition du contrepoids soviétique, contre un pays arabe et musulman, et une complaisance sans vergogne à l'endroit des Milošević et autres dirigeants qui avouent à de nombreuses reprises le peu de cas qu'ils font des résolutions du Conseil de sécurité. La coalition d'une trentaine de pays, qui avait rétabli le Koweït dans ses frontières, s'est ainsi réduite à trois États occidentaux alors que nombre de leurs anciens alliés, comme l'Égypte ou la Turquie, prennent soin de se dissocier de leur action.

La montée des courants islamistes

L'islamisme a fait récemment au Moyen-Orient des progrès importants, étant lié à des actes aussi spectaculaires que la révolution iranienne (1978), l'assassinat du président Sadate (1981), le triomphe de la résistance afghane (1988) ou l'effondrement de l'État-F.L.N. en Algérie (1991). Sous ce vocable se cachent en réalité des phénomènes fort différents qui ont tous peu ou prou un lien avec l'islam. D'une part, on peut déceler une tendance quiétiste, relativement apolitique, qui entend favoriser l'imitation du prophète ou qui voudrait que triomphe une interprétation littéraliste, piétiste, ritualiste du Coran. Cette tendance favorise un conservatisme social qui pèse quelquefois lourdement sur les sociétés concernées (notamment les femmes), un chauvinisme culturel proclamé, mais pas nécessairement un activisme politique.

D'autre part, une tendance qui se réclame également de l'islamisme est un avatar du nationalisme le plus militant. Elle récuse non seulement l'influence politique de l'Occident, mais aussi son rôle de modèle culturel. Elle a un programme plus politique que socioculturel, à savoir la prise du pouvoir dans les pays de la région au nom de la condamnation des autorités en place, coupables non seulement de complaisance et d'impuissance face aux ennemis de l'islam, mais aussi de mimétisme et de « pollution » par ses valeurs et modèles. Cette tendance triomphante en Iran et au Soudan bénéficie du discrédit général des idées de gauche, de la perte d'influence de Moscou et surtout de l'incapacité des régimes en place à faire aller de pair des politiques d'austérité économique et un autoritarisme politique suranné. Consciente de l'impact d'un discours moraliste sur les exclus du développement, elle a fait de la dénonciation de la corruption un cri de ralliement efficace. Elle menace plus d'un régime par l'entremise de ses formes modérées ou de groupes secrets qui n'hésitent pas à recourir systématiquement à la violence et au terrorisme.

L'exemple algérien ne doit pas pour autant être considéré comme typique ; si l'islamisation « par le bas » des pratiques et des valeurs sociales ne cesse de s'étendre, on ne peut pas affirmer que, chaque fois que récemment les musulmans ont été appelés aux urnes, ils ont choisi les candidats islamistes. Des élections plus ou moins crédibles, organisées entre 1989 et 1994, notamment au Pakistan, en Jordanie, au Koweït, au Yémen, au Liban, au Maroc ou en Mauritanie, ont démontré que les efforts de mobilisation des partis politiques se réclamant de la mouvance islamiste pouvaient atteindre un point de saturation, voire se heurter à un repli de l'opinion publique. Il est cependant vrai qu'aucune autre force ne

semble rivaliser avec les islamistes lorsqu'il s'agit de traduire en gains politiques l'impatience des populations face à des régimes corrompus, népotistes ou inefficaces.

Des mythes reformulés

On parle des États comme si ceux qui les dirigent agissaient dans le cadre d'« intérêts nationaux » afférents à des entités étatiques dont ils auraient la charge. Sans aller jusqu'à dire que l'État est une structure « importée » (pour reprendre le titre du dernier ouvrage de Bertrand Badie) et sans lendemain, force est de constater que la définition des prétendus « intérêts nationaux » est un exercice surréaliste dans la majorité des cas. Car, dans de nombreux pays moyen-orientaux, l'État n'est que l'ossature formelle et la limite géographique d'un pouvoir, d'un régime dont la logique est d'autant plus difficile à cerner qu'elle avance précisément sous le masque de la raison d'État.

La nature superficielle des États fait que leurs relations sont (à quelques exceptions près) fortement marquées par le présent ou l'avenir très proche et non par les considérations stratégiques des vieilles nations. Les inimitiés historiques se conjuguent, en effet, en termes non étatiques : sunnite/chiïte ; *dar al-islam/dar al-harb*, arabe/persan ; turc/arabe/persan. Ces catégories sont, sans aucun doute, des repères émotionnellement efficaces dans la mémoire collective, et c'est pourquoi elles peuvent être manipulées par tel ou tel régime de la zone. Mais ce sont des catégories sans adéquation avec la réalité des États actuels. Les mythes politiquement les plus efficaces se retrouvent ainsi sans appareils politiques étatiques pour s'y incarner, et les États sans mythes puissants qui leur soient propres.

La fragilité des frontières étatiques, l'absence, ou du moins la faiblesse, des modes de légitimation démocratique et la persistance de profondes nostalgies pour des structures politiques supraétatiques (le panarabisme par exemple, l'*umma* islamique, des constructions mythiques plus circonscrites comme la « Syrie naturelle » ou le Maghreb) poussent les régimes en place à rechercher des bases de légitimation au-delà de leurs frontières par l'ingérence, l'intervention militaire, la corruption, le soutien multiforme à des forces d'opposition dans les pays voisins, les appels au renversement de régimes établis. Les conflits entre régimes, endémiques depuis l'indépendance de ces pays, qui avaient un moment épousé les contours de la guerre froide en se polarisant sur le conflit Est-Ouest, restent très vifs pour l'appropriation des mythes porteurs dans un environnement où les États n'ont pas vraiment réussi à se muer en nations et à se doter de mythes assurant leur cohésion interne. La domination de structures de pouvoir peu ou prou autoritaires sur l'ensemble de la zone aggrave cette recherche de mythes transfrontaliers : il est toujours moins coûteux pour un régime autoritaire de prétendre être le porteur d'un mythe fondateur que de représenter démocratiquement un peuple. C'est – aussi – pour cela que la vague de démocratisation qui a accompagné ou suivi la chute du Mur de Berlin n'a eu que des effets limités sur la région.

Cette inadéquation de l'étatique et du mythique est loin d'être le seul fait des pays arabes et musulmans. Elle est encore plus aiguë en Israël où les considérations de sécurité glissent inmanquablement de l'analyse rationnelle de la menace que constituent ses voisins à l'incantation d'un passé récent extrêmement douloureux. Que ce passé concerne plus les juifs que les Israéliens, que son théâtre ait été l'Europe et non le Moyen-Orient, que les Arabes aient été étrangers à la Seconde Guerre mondiale et encore plus à l'Holocauste sont des vérités difficilement compatibles avec le sentiment d'insécurité

qui prévaut en Israël. Un malentendu profond compliqué de ce fait la conciliation des besoins de sécurité des uns et des autres : le souvenir de l'Holocauste incite à rechercher une sécurité absolue que les Arabes, fondamentalement étrangers à l'histoire européenne, peuvent difficilement assurer, à supposer qu'ils en aient pris la décision. Mais, de l'autre côté, les Arabes sont trop conscients de la suprématie militaire et technologique d'Israël et de son expansionnisme territorial (notamment par le refus toujours angoissant de l'État hébreu de fixer ses propres frontières) pour pouvoir admettre une légitimation de cette suprématie et de cet expansionnisme, légitimation qui serait enracinée dans d'autres lieux, dans d'autres temps et en fonction d'une mythologie biblique à laquelle ils ne sauraient souscrire. Si la fin de la guerre froide n'a pas résolu cette vision contrastée de soi et de l'autre, elle permet au moins de poser ces questions hors du cadre déformant du choc de deux blocs mondiaux.

La fin des eldorados pétroliers

La fin de la guerre froide et les deux guerres du Golfe n'ont pas mis de baume sur des prix pétroliers restés bien modestes depuis 1983. Or le Moyen-Orient recèle les deux tiers des réserves mondiales prouvées de pétrole, avec une forte concentration sur le pourtour du Golfe. Le pétrole marque profondément l'évolution récente de la région, au vu notamment des prix organiquement instables de cette denrée, de son caractère stratégique, des faibles coûts de sa production au Moyen-Orient par rapport à d'autres régions pétrolifères et partant de la très grande dépendance des pays à l'égard des pétrodollars. Qui plus est, le Moyen-Orient sera encore un grand producteur de pétrole longtemps après que la mer du Nord, le golfe du Mexique ou même la Sibérie auront cessé d'en produire.

Le pétrole a eu des effets pour le moins ambigus, peut-être même contradictoires, dans cette région du monde. Ses effets sur l'accélération des politiques d'équipement, sur la stabilisation interne des pays producteurs ou sur l'orientation globalement conservatrice de la politique régionale sont incontestables. Mais le pétrole est, par bien des aspects, un facteur déstabilisant : a) il aggrave l'interventionnisme extérieur dans les affaires de la région ; quoi qu'on dise des causes qui ont permis de constituer une coalition aussi large pour bouter l'Irak hors du Koweït, la volonté de ne pas voir cette denrée largement dominée par un acteur unique a été la plus déterminante ; b) le pétrole explique non seulement la configuration frontalière de plusieurs pays, mais aussi leur existence même en tant qu'États, dont l'émergence est pratiquement contemporaine des grandes découvertes pétrolières ; c) le pétrole a sans aucun doute accéléré la course aux armements dans une région qui est rapidement devenue un des marchés les plus importants pour le commerce des armes ; d) le pétrole a induit un processus de stabilisation artificielle des pouvoirs en place en leur permettant de se doter de moyens de contrôle et de répression dont peu de pays disposent dans le Tiers Monde ; e) enfin, le pétrole a aggravé une tendance naturelle à préférer la rente à la production comme moyen d'alimenter les finances publiques et à considérer l'État moins comme un pouvoir d'arbitrage que comme un organe de distribution des prébendes et de contrôle social. Les budgets nationaux n'étant pas alimentés par la fiscalité, les gouvernements acquièrent une grande autonomie par rapport aux sociétés qu'ils contrôlent, faisant ainsi le lit de l'autoritarisme.

Quant à la sécurité, elle est liée à la corrélation (fort peu explicitée) qui existe entre la découverte des fabuleux gisements pétroliers du Moyen-Orient et la naissance, à la même époque, de la plupart des États de la région. Ces deux phénomènes sont imbriqués l'un dans l'autre. Les frontières septentrionales de l'Irak ont été délimitées en

fonction du pétrole de Mossoul, celles de l'Algérie sont explicables par les réserves sahariennes. Plus important encore, le système étatique du Golfe, largement fixé par la conférence (convoquée par Londres) de 'Uqayr en 1922, est déterminé par les calculs pétroliers. Il en ressort que le pétrole est garant de la survie même des États producteurs en tant qu'États, que ses réserves expliquent par exemple l'existence d'un État comme le Qatar et l'inexistence parallèle d'un État souverain au profit de la grande tribu des Qawassim. La tragédie kurde est peu ou prou liée aux réserves de Kirkouk, l'existence unitaire de la Libye à des calculs du même ordre.

Il en ressort d'abord que le pétrole étant un produit épuisable, il est difficile de garantir la survie de nombreux États au-delà de leurs réserves en ressources énergétiques. Le monde a connu, depuis le début de ce siècle, une multiplication quasi cancéreuse d'« États souverains », phénomène qui s'est encore accentué depuis la fin de la guerre froide, l'effondrement de l'U.R.S.S. et l'explosion de la Yougoslavie. Mais le phénomène paraît réversible si on se rappelle que le siècle précédent avait été témoin d'une tendance, exactement inverse, à la diminution du nombre d'entités étatiques du fait de l'unification allemande et italienne et de l'expansion coloniale. Or, au-delà des questions de cohésion interne et de chances de survie, cette corrélation entre l'existence de certains États et leur fonction de producteurs d'une matière épuisable se trouve en réalité au centre même du non-dit sécuritaire qui est le leur.

Il en ressort ensuite à plus court terme que, tant que le pétrole coulera et tant qu'il constituera une matière stratégique, toute révision du statu quo territorial ne pourra se faire impunément. Saddam Hussein l'a appris à ses dépens (ou plutôt à ceux de l'Irak) et avant lui Nasser lors de sa (més-)aventure yéménite. La dépendance à l'égard du pétrole qui caractérise la naissance de certains États (péché originel) se double ainsi d'une relation clientélaire avec ces mêmes puissances occidentales invitées à défendre, si nécessaire par la force, un statu quo menacé en permanence. On peut trouver d'innombrables raisons à l'engagement spectaculaire de Washington et de ses alliés dans l'affaire du Koweït, mais la plus banale et la plus convaincante, quoique la moins exprimée, reste les 10 p. 100 de réserves pétrolières enfouies sous les sables chauds de cet émirat.

Car le pétrole étant inégalement réparti, il constituera toujours une source de conflit. Nous avons développé la thèse selon laquelle l'économie politique de la région est fortement marquée par la logique du racket : un protecteur-spoliateur est toujours présent auprès des pays pétroliers pour les obliger à payer la facture de la protection qu'il leur assure, ou pour les spolier de force s'ils se montrent trop récalcitrants. L'exemple qui vient immédiatement à l'esprit est celui de l'Irak de Saddam Hussein, qui avait réussi à faire largement contribuer les pétromonarchies du Golfe à son effort militaire (1980-1988) pour freiner l'exportation de la révolution khomeyniste avant de troquer sa fonction de « grand frère » protecteur contre celle de voisin spoliateur le jour où la menace iranienne s'est estompée. Mais cet arbre ne doit pas cacher la forêt : ce glissement du rôle de protecteur à celui de menace n'est pas propre à l'Irak et encore moins à Saddam Hussein. Des décennies plus tôt, Nasser avait déjà protégé le Koweït contre les visées annexionnistes du général Qassem non sans avoir, dans le même temps, constitué une menace immédiate pour l'Arabie Saoudite par Yémen interposé (1962-1967). La réticence des pays membres du Conseil de coopération du Golfe à appliquer la fameuse « déclaration de Damas » (5 mars 1991), qui leur avait été arrachée à chaud dans les semaines qui suivirent la guerre du Golfe, est un autre symptôme de

	en pourcentage des dépenses publiques	en pourcentage du P.N.B.	par habitant (en dollars)
Moyen-Orient ..	30,1	8	344
Europe	17,2	3,8	11
Afrique	13,6	4,2	-
Amérique latine	6,9	1,3	27

tabl. 1 - *Dépenses militaires (1988).*

Moyen-Orient	10,3
États Unis	9,1
Europe	11,1
Amérique latine	3,7
Afrique	2,9

tabl. 2 - *Nombre de militaires pour 1 000 habitants.*

cette conscience, profondément enracinée dans les pays pétroliers, qu'ils risquent d'avoir à payer très cher pour que leurs protecteurs d'aujourd'hui ne deviennent pas leurs spoliateurs de demain.

Enfin, les pays importateurs, dont un grand nombre dispose de moyens militaires plus que respectables, conserveront à moyen terme un intérêt particulier pour la zone et une prédisposition permanente à y intervenir. Il existe une corrélation entre le passage des États-Unis d'exportateur net à importateur net et la montée de l'interventionnisme militaire américain au Moyen-Orient. Longtemps, en effet, Washington avait évité de conduire des interventions militaires dans cette partie du monde et ce pour des raisons complexes qui tiennent à la sensibilité de la zone, à sa proximité avec l'U.R.S.S., ou à la disponibilité de clients locaux capables de défendre leurs intérêts propres et ceux de l'Occident. À l'exception d'une opération extrêmement limitée en 1958, les États-Unis, pourtant militairement présents en Europe et actifs ailleurs dans le monde, ont traversé la guerre froide sans vraiment user de leur puissance militaire dans cette région. En 1980, une nouvelle donne apparaissait avec une tentative bâclée pour libérer les otages de Téhéran par la force, suivie du bombardement de positions syriennes au Liban (1983), de bombardements personnellement ciblés contre la Libye de Kadhafi (1986), des attaques directes contre la marine iranienne (1988), une guerre spectaculaire contre l'Irak (1991) et, enfin, un déploiement massif en Somalie (1992). Si les objectifs, les dimensions, les effets de ces interventions sont différents, il reste qu'ils démontrent une disposition relativement récente des États-Unis à intervenir militairement au Moyen-Orient, ce qui est historiquement une nouveauté.

La conséquence la plus évidente de la disponibilité de fonds produits par le pétrole est le marché pour les fournisseurs d'armements que constitue le Moyen-Orient.

La baisse des recettes pétrolières depuis une dizaine d'années, combinée avec l'alourdissement massif des charges des États du fait notamment d'une croissance démographique très élevée, ne pourrait qu'affecter les capacités de dépenses militaires. Entre 1980 et 1990, les recettes pétrolières ont diminué de 37 p. 100 au Qatar, de 45 p. 100 au Koweït, de 62 p. 100 en Arabie Saoudite. De plus, la dette extérieure de la plupart des pays de la région n'a fait que s'aggraver : elle était, en 1990, de 16,6 milliards de dollars pour la Syrie, de 23,5 milliards pour le Maroc, de 26,8 pour l'Algérie et de plus de

40 milliards pour l'Égypte. À cela il faut ajouter un taux de croissance démographique de l'ordre de 3 p. 100 en moyenne pour la zone. L'ensemble de ces facteurs est de nature à peser sur les gouvernements pour freiner leurs dépenses militaires. Par ailleurs, des voix s'élèvent aux États-Unis pour que l'aide extérieure ne soit plus consacrée en majeure partie au Moyen-Orient, la stabilité de la Russie par exemple étant au moins aussi importante pour les intérêts américains que le bien-être des Israéliens. Qui plus est, la guerre du Golfe, avec une facture globale estimée à 170 milliards de dollars pour les pétromonarchies, pèsera encore longtemps. Enfin, nul ne prévoit pour les années proches une remontée spectaculaire des prix du pétrole.

Une région à nu

Le clivage de la guerre froide permettait à certains de réduire trop facilement les approches du Moyen-Orient à l'analyse des reflets plus ou moins fidèles de la confrontation des deux blocs. Aujourd'hui, les problèmes aigus, réels, durables de cette région apparaissent clairement ; ils sont liés à l'affaiblissement, voire à l'effondrement des États, aux promesses autant qu'aux risques de l'ouverture démocratique, à la fin des expédients économiques exclusivement liés au pétrole, à la montée des courants religieux comme refuge des déçus de la modernisation et des exclus du développement, et à la persistance de conflits qui ont précédé la guerre froide, l'ont accompagnée et lui survivent. Le masque de la bipolarité Est-Ouest est tombé, le pétrole montre ses limites, et les régimes font preuve de continuité plutôt que de stabilité.

Le Moyen-Orient est donc entré dans une phase nouvelle où, partiellement débarrassé de l'attrait stratégique qu'il avait pour les grandes puissances, il devra compter plus que jamais sur lui-même pour trouver une identité, la stabilité et la prospérité. Il ne manque pas d'hommes, ni de ressources, ni de volonté de s'ajuster aux données les plus récentes du système international. Mais ce dernier est lui-même en mutation, et les peuples du Moyen-Orient, divers par leurs origines, leurs langues, leurs niveaux de vie, se devraient de participer à cette mutation. Il leur faudrait pour cela non seulement trouver les compromis nécessaires à la solution de leurs multiples conflits, ou sécréter des dirigeants capables d'affronter les défis d'un monde qui change, mais aussi et d'abord trouver une identité régionale durable qui ne soit pas définie par les forts aux dépens des faibles, par les grands contre les petits, par les riches à l'exclusion des pauvres, une identité qui transforme cette grande diversité, source de conflits, en une raison d'espérer.

Bibliographie

G. Corm, *Le Moyen-Orient*, Armand Colin, Paris, 1993 / R. Leveau, *Le Sabre et le turban*, Bourin-Julliard, Paris, 1993 / G. Salamé dir., *Proche-Orient : les exigences de la paix*, Complexe, Bruxelles, 1994 ; *Démocraties sans démocrates : politiques d'ouverture dans le monde islamique*, Fayard, Paris, 1994.